



## Reforms and Opponents

Within the framework of the considered reforms, it is also mentioned a proposal aiming at founding a system of liberal judicial officers. It is known that our Italian fellow-members, like the Austrians, are in the least favourable position within the European Union. The majority of the States set up a system of liberals judicial officers. This project, if it had suddenly thrived, would make it possible for our fellow-members to exert, like their French, Belgian, Dutch, Polish, Hungarian, Rumanian, etc., counterparts under conditions ensuring to them an optimal effectiveness of their work. There are talks of creating a system where judicial officers both civil servants and liberals would cohabit. It is besides this system which was set up in Bulgaria for nearly one year now. The Bulgarian citizens quickly chose. They massively entrust the files of execution to the liberal judicial officers, being the bright proof of the natural superiority of this system.

Unfortunately, the reserves are still numerous. In front of the economic problems that Italy knows, certain lawyers prefer the job security to the precariousness of this profession (Italy counts approximately 170,000 lawyers) and postulate to become judicial officers. The opponents to the liberalization of the profession (amongst who are trade unions and judicial officers themselves) fear that, once liberal, the judicial officer will not have sufficient activities to guaranty their economic security.

## A New Hope

The members of the delegation also indicated that they were enthusiastic partisans of the occupation of judicial officer with a liberal statute for their country and worked in this direction, in particular by means of contacts made with representatives of the Government.

President Isnard declared very interested by the declarations of the members of the Italian delegation. He wished them good luck by ensuring them of the support of the UIHJ in their work for the promotion of the liberal judicial officer in Italy.

*"Italy is a large country and it is a founder member of the UIHJ, indicated Jacques Isnard. A few months ago, I had drawn up a history of the relations between the UIHJ and Italy. I can only deplore this blocked situation because finally it is the Italian citizens and the economic operators who first suffer from it. We intervened in many ways to try to make things change, without any success. I am very happy of this new projection and of the contacts that you presented to me. They undoubtedly constitute a new hope for the profession in Italy".*

*De G. à D. : Arcangelo d'Aurora, président de l'Association des Ufficiali Giudiziari européens, Andrea Mascioli, Irene Maialetti, Adele Carrera, membres de l'Association — From L. to R.: Arcangelo d'Aurora, President of the Association of European Ufficiali Giudiziari, Andrea Mascioli, Irene Maialetti, Adele Carrera, Members of the Association*



*Jacques Isnard, Rose-Marie Bruno*

## Les huissiers de justice lettons face aux enjeux européens

**Une délégation de l'UIHJ a participé les 4 et 5 octobre 2006 à Riga à un séminaire international organisé par le Conseil national des huissiers de justice de Lettonie sur le thème du rôle des huissiers de justice dans un Etat démocratique**

### Une situation jugée sérieuse

Ce séminaire intervient à un moment particulièrement important pour les huissiers de justice lettons. Des élections approchent et, à cette occasion, certains politiciens n'hésitent pas à mettre en cause le système de l'exécution forcée en Lettonie. Pourtant, en rejoignant l'Union européenne, la Lettonie s'est dotée d'un corps d'huissiers de justice libéraux, à l'instar de la grande majorité des pays de l'UE. Afin d'y voir plus clair et d'engager un débat avec les autorités, Andris Spore, président du Conseil national des huissiers de justice de Lettonie, qui juge les critiques infondées, a décidé d'organiser ce séminaire international afin de traiter de l'actualité à l'aune des différents modèles d'huissiers de justice en Europe.

Jugeant la situation sérieuse, le bureau de l'UIHJ avait décidé d'envoyer ses plus hautes instances en la personne de son président, Jacques Isnard, de son 1er vice-président, Leo Netten, et de l'un de ces vice-présidents, Roger Dujardin. La délégation était complétée par le 1er secrétaire de l'UIHJ, Mathieu Chardon, et par Nicola Hesslén, secrétaire permanente pour les pays scandinaves.

Le séminaire était précédé d'une réunion au ministère de la Justice où la délégation de l'UIHJ a pu rencontrer les autorités lettones et notamment Kaspars Berkis, secrétaire d'Etat à la Justice.

### Des normes professionnelles pour les huissiers de justice

Le jour du séminaire, une centaine de participants étaient présents, pour la plupart des huissiers de justice lettons, venus massivement. Des représentants des délégations d'huissiers de justice des pays voi-



Jacques Isnard, président de l'UIH – President of the UIH



Aleksis Loskutova, chef du Bureau de la prévention et de la lutte contre la corruption - Head of the Bureau for the prevention and fight against corruption



Kaspars Berkis, secrétaire d'Etat à la Justice de Lettonie – State Secretary for Justice of Latvia

sins, Elin Vilipus (Estonie) et Gintaras Matkevicius (Lituanie), mais également de Pologne (Michal Redelbach), de Hongrie et du Kazakhstan avaient également fait le déplacement pour apporter leur soutien et leur expérience à leurs confrères lettons. Dans son discours, Jacques Isnard, président de l'UIH, a d'abord résumé l'histoire de notre organisation depuis sa création, en 1952 et son objectif de mettre en relation les huissiers de justice du monde entier. Dans ce contexte, il a rappelé que la Lettonie avait été contactée dès 1996. Puis le président de l'UIH a indiqué quelles sont les normes professionnelles pour les huissiers de justice dont l'UIH fait la promotion :

- hautes connaissances juridiques ;
- expérience suffisante d'exercice de la profession obtenue après une période de stage comprise entre un et deux ans, outre un examen professionnel national ;
- application d'un régime disciplinaire rigoureux, l'huissier de justice étant responsable de ses actes ;
- formation permanente ;
- exercice de l'activité sous la forme libérale.

Jacques Isnard a souligné l'importance de la profession. « L'huissier de justice est un puissant contributeur, d'abord dans la lutte contre certains fléaux à caractère mafieux, ensuite comme réel facteur de sécurité juridique et enfin comme point d'impact économique. »

En écho à ces propos, Kaspars Berkis, secrétaire d'Etat à la Justice de Lettonie, a indiqué que le rôle de l'huissier de justice est très important au niveau national et international. « La mise en oeuvre de l'exécution de la décision dépend de la professionnalité de l'huissier de justice » a-t-il déclaré.

Juris Stukans, vice-président du tribunal de district

de Riga, a précisé que l'un des problèmes récurrent est celui lié au manque d'information des citoyens sur le rôle des huissiers de justice. « Lorsque je reçois des plaintes qui sont liées à différents litiges, je dois au préalable expliquer le système de fonctionnement de l'huissier de justice dans le cadre du tribunal régional » a expliqué M. Stukans. Par ailleurs, les juridictions doivent contrôler les offices d'huissiers de justice tous les ans, y compris la comptabilité, ce qui n'est pas le rôle des magistrats, et ce qui n'est pas efficace, a-t-il estimé.

### Des règles éthiques strictes

M. Aleksis Loskutova, chef du Bureau de la prévention et de la lutte contre la corruption, a indiqué que son bureau enquête sur les délits de corruption en matière de l'administration de l'Etat et du gouvernement. « Le travail des huissiers de justice est très important et indispensable dans le cadre de notre travail. C'est vous qui nous aidez à recouvrer les sommes dues, notamment par les partis politiques. Pour cela je veux vous remercier pour votre travail » a déclaré M. Loskutova qui a également confirmé que les justiciables ne comprennent pas le travail des huissiers de justice : « Il convient d'informer la population des risques qu'ils encourent s'ils ne payent pas leurs dettes à temps ».

Mathieu Chardon a développé le thème des avantages et des inconvénients d'une profession d'huissier de justice à caractère libéral. Le 1er secrétaire de l'UIH a rappelé que 16 des 25 Etats de l'UE ont adopté un modèle libéral. L'Allemagne devrait adopter ce modèle prochainement tandis que les huissiers de justice autrichiens et italiens, fonctionnaires, sont très insatisfaits de leur sort. Aux termes d'une présentation claire et concise, Mathieu Chardon a relevé que les désavantages

d'un exercice libéral étaient liés à une nécessaire adaptation des mentalités, tant des huissiers de justice que des autorités et des citoyens. Mais une fois cette adaptation réalisée, les avantages d'un professionnel libéral sur un modèle libéral sont incontestables : efficacité, réactivité, service, professionnalisme, créations d'emploi, coût nul pour le budget de l'Etat, etc.

Leo Netten, 1er vice-président de l'UIH, a traité du thème de l'importance de l'indépendance des huissiers de justice pour une meilleure efficacité de la justice. Leo Netten a évoqué le fameux arrêt Hornsby c/ Grèce de la Cour européenne des droits de l'homme de 1997. Cet arrêt fondamental a en effet établi que l'exécution des décisions de justice dans un délai raisonnable fait partie intégrante du droit au procès équitable consacré par l'article 6.1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Puis le 1er vice-président de l'UIH a présenté la Rec(2003)17 du 9 septembre 2003 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice. Il a indiqué combien cette recommandation était importante et combien celle-ci répondait aux vœux que l'UIH formule depuis de nombreuses années. « L'huissier de justice libéral est impartial et indépendant et répond parfaitement aux critères de la Recommandation 17 dès lors qu'il est soumis à des règles éthiques très strictes », a-t-il conclu.

Puis, Nicola Hesselén, secrétaire permanente de l'UIH pour les pays scandinaves, a décrit la situation des huissiers de justice fonctionnaires en Suède, Norvège et Finlande. Mme Hesselén a insisté sur le fait que les huissiers de justice dans cette zone sont des fonctionnaires de haut niveau, bien rémunérés, disposant d'un personnel compétent, et ont accès à



Une partie des participants – A part of the public



De G. à D. – From L. to R. : Mathieu Chardon, Jacques Isnard, Roger Dujardin, Andris Spore, Nicola Hesslèn, Kaspars Berkis

de nombreux fichiers et registres leur permettant de localiser le patrimoine des débiteurs. Pour autant, a déclaré la secrétaire permanente de l'UIH, dans les pays qui disposent d'un système libéral, « l'exécution est plus efficace, moins chère et beaucoup plus rapide selon les calculs qui sont faits ».

### Un manuel pour la profession

Vita Jonase, huissier de justice dans le district de Riga, a indiqué dans son intervention sur « le développement de la profession d'huissier de justice en Lettonie et ses perspectives » que le Conseil national des huissiers de justice lettons travaillait actuellement à l'élaboration d'un manuel concernant les fonctions d'huissier de justice en Lettonie. Ce manuel regrouperait l'ensemble des documents concernant la profession. « Pour rendre la profession plus prestigieuse nous allons mettre en place un examen professionnel » a-t-il annoncé. Il a également évoqué le problème des dossiers de recouvrement confiés par l'Etat et pour lesquels l'huissier de justice intervenait en réalité sans lui facturer de frais, tant les démarches pour obtenir un remboursement de ceux-ci étaient contraignantes et décourageantes. M. Jonase a indiqué que l'accès aux renseignements était coûteux, très long et complexe. « Ce système devrait être simplifié et nous devrions avoir un accès gratuit à l'information, notamment en créant des registres spéciaux », a estimé notre confrère.

Roger Dujardin, vice-président de l'UIH, a exposé les particularités du système des huissiers de justice en Belgique. Dans ce pays, ces professionnels libéraux disposent de diverses activités monopolistiques comme la signification des actes de procédures et l'exécution des décisions de justice. Ils peuvent également exercer d'autres activités comme le

recouvrement de créances, les constats, les ventes aux enchères, ou être nommés séquestres judiciaires. « En étant des professionnels ayant un haut standard de compétences, de formation, d'éthique et offrant un service de qualité, nous pérennisons la profession en étant un élément essentiel de la machine judiciaire. Il est clair que l'huissier de justice indépendant est une garantie contre la corruption et est un élément de sécurité et de stabilité juridique de tout Etat de droit » a sagement conclu notre confrère.

### En étroit contact avec l'UIHJ

A l'aide d'un visuel, notre consoeur Elin Vilippus (Estonie) a dressé un tableau dynamique de la situation des 49 huissiers de justice estoniens. Il ressort de cet exposé que les huissiers de justice libéraux estoniens ont parfaitement maîtrisé le processus d'intégration à l'UE.

Gintaras Matkevicius, huissier de justice à Vilnius (Lituanie), a présenté un exposé très complet de la situation de cette profession dans son pays. Les huissiers de justice exercent sous une forme libérale depuis maintenant quatre ans et ce passage est un succès. « En nous conformant aux principes édictés par l'UE et en étant en permanence en contact étroit avec l'UIHJ, nous avons eu la possibilité de nous familiariser avec l'expérience internationale et de mettre cette expérience à profit lorsque nous avons créé la profession indépendante dans notre pays » a montré M. Matkevicius.

Pour finir ce tour d'horizon, Michal Redelbach, vice président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, a présenté la situation des huissiers de justice dans son pays, libéraux depuis la loi du 27 août 1997. L'huissier de justice doit avoir suivi une formation universitaire et passer un

examen professionnel. Il exerce dans le cadre d'un ressort territorial. M. Redelbach a pourtant indiqué que des critiques sont régulièrement adressées aux huissiers de justice polonais, concernant le coût de ses prestations et une efficacité jugée insuffisante. « Mais l'efficacité de l'exécution dépend essentiellement du patrimoine du débiteur et des garanties que le créancier a prises. Peu de créanciers prennent l'initiative de garantir leurs créances et les débiteurs n'hésitent pas à cacher leurs biens » a déploré notre confrère.

### Une profession harmonisée en Europe

Les débats se sont achevés par une discussion sous la forme de questions et réponses. Interrogé sur la possibilité pour la Lettonie de revenir à un système d'huissier de justice fonctionnaire, Kaspars Kerks, secrétaire d'Etat à la justice qui a suivi avec beaucoup d'attention l'intégralité des débats, a exprimé sa position de façon très claire : « Nous ne pouvons



Nicola Hesslèn – Secrétaire permanente de l'UIHJ pour les pays scandinaves – Permanent Secretary of UIHJ for Scandinavian countries

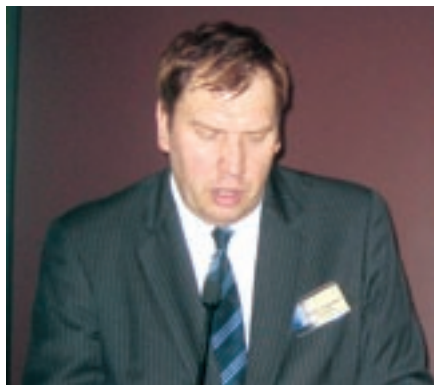




pas revenir en arrière. Personne n'a jamais essayé de réformer un système qui fonctionne. L'important est de résoudre les problèmes. De là découle notre coopération au niveau international » a-t-il dit.

Le président Isnard s'est déclaré ravi de la tournure du colloque et de la façon dont les choses ont été présentées. « L'UIH déploie des efforts gigantesques pour arriver à une profession d'huissier de justice harmonisée en Europe. S'il faut trois secondes pour le dire, il faudra quarante ans pour le faire. L'idée de créer une profession à une même échelle a été une opération particulièrement difficile. En 1990, les difficultés étaient énormes. Lorsque nous frappons à la porte des ministères, on nous regardait comme des extraterrestres. Notre principe est, dès lors que la profession libérale est créée, de faire en sorte que l'un des Etats ne se ravisse et ne revienne à un système fonctionnaire. Nous étions très inquiets. Ces deux journées nous ont pleinement rassuré. Vous avez pu voir environ 10 pays. Vous avez pu échanger, écouter. Maintenant, vous devez mieux faire connaître votre profession auprès des médias, des magistrats, des entreprises et des citoyens » a conclu le président de l'UIH.

Et le président Spore de clore ce séminaire très positif et dont chacun s'est plu à souligner la parfaite organisation : « Il faut nous former et augmenter notre qualification. Nous devons coopérer avec l'UIH et également de façon régionale avec les autres pays baltes. Il y aura peut-être une uniformisation de la profession. Merci aux intervenants et aux rapporteurs pour nous ouvrir les yeux sur les diverses activités. Vive la profession d'huissier de justice indépendant ! »



Michał Redelbach, membre du bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne – Member of the board of the National Chamber of the Judicial Officers of Poland

## The Latvian Judicial Officers Facing European Stakes

A delegation of the UIH took part in Riga on October 4 and 5 2006 in an international seminar organised by the National Council of the judicial officers of Latvia on the topic of the role of the judicial officers in a democratic State.

### A Serious Situation

This seminar intervenes at one particularly important time for the Latvian judicial officers. Elections approach and, on this occasion, certain politicians do not hesitate to blame the enforcement system in Latvia. However, by joining the European Union, Latvia chose a body of liberal judicial officers, following the example of the large majority of the countries of the EU. In order to see more clearly and to engage a debate with the authorities, Andris Spore, president of the National Council of the judicial officers of Latvia, who judges the criticisms unfounded, decided to organise this international seminar in order to treat topicality in comparison of the various models of judicial officers in Europe.

Considering this situation as serious, the board of the UIH had decided to send its higher authorities in the persons of its president, Jacques Isnard, of its 1st vice-president, Leo Netten, and of one of its vice-presidents, Roger Dujardin. The delegation was supplemented by the 1st secretary of the UIH, Mathieu Chardon, and by Nicola Hesslén, permanent secretary for the Scandinavian countries.

The seminar was preceded by a meeting at the ministry of Justice where the UIH delegation could meet with the representative of the Latvian authorities and Mr Kaspars Berkis, State Secretary for Justice.



Elin Vilippus, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie – President of the National Chamber of Judicial Officers of Estonia

### Professional Standards of the Judicial Officers

On the day of the seminar, a hundred participants were present, for the majority of Latvian judicial officers, who came massively. Representatives of the delegations of judicial officers of the neighbouring countries, Elin Vilippus (Estonia) and Gintaras Matkevicius (Lithuania), and of Poland (Michał Redelbach), Hungary and Kazakhstan had also convened to bring their support and their experiment to their Latvian fellow-members.

In his speech, Jacques Isnard, president of the UIH, initially summarised the history of our organisation since its creation, in 1952 and its objective to connect the judicial officers of the whole world. In this context, he recalled that Latvia had been contacted in 1996. Then the president of the UIH indicated what are the professional standards for the judicial officers that UIH promotes:

- high legal knowledge
- sufficient experiment of exercise of the profession obtained after a training course followed for one or two years, in addition to a national professional examination
- application of a rigorous disciplinary measure, the judicial officer being fully responsible for its actions
- permanent training
- exercise of the activity in the liberal form.



Andris Spore, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lettonie – President of the National Chamber of Judicial Officers of Latvia



Juris Stukans, vice-président du tribunal de district de Riga  
— Vice-President of the District Court of Riga

Jacques Isnard stressed the importance of the profession. *"The judicial officer is a powerful contributor, initially in the fight against certain plagues in mafia matters, then as a real legal factor of security and finally as an economic point of impact."*

Echoing on these subjects, Kaspars Berkis, State Secretary for Justice of Latvia, indicated that the role of the judicial officer is very important at both national and international levels. *"The implementation of the execution of the decision depends on the professionalism of the judicial officer"* he declared. Juris Stukans, vice-president of the district court of Riga, specified that one of the recurring problems is that related to the lack of information of the citizens on the role of the judicial officers. *"When I receive complaints which are related to various litigations, I must as a preliminary explain the system of operation of the judicial officer within the framework of the regional court"* explained Mr. Stukans. In addition, the jurisdictions must control the offices of judicial officers every year, including accountancy, which is not the role of the magistrates, and which is not effective, he estimated.



Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ — Vice-President of UIHJ



Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ — First Vice-President of UIHJ

### Strict Ethical Rules

Mr. Aleksejs Loskutova, chief of the Office of the prevention and fight against corruption, indicated that his office inquires into the offences of corruption as regards the administration of the State and the government. *"The work of the judicial officers is very important and essential within the framework of our work. It is you who help us to recover the debt, in particular owed by the political parties. For that I want to thank you for your work"* declared Mr. Loskutova who also confirmed that the citizens do not understand the work of the judicial officers: *"It is advisable to inform the population of their risks if they do not pay their debts in due time"*.

Mathieu Chardon developed the topic of the advantages and the disadvantages of an occupation of judicial officer in liberal matter. The 1st secretary of the UIHJ pointed out that 16 of the 25 States of the EU adopted a liberal model. Germany should adopt this model soon while the Austrian and Italian judicial officers, civil servants, are very dissatisfied of their fate. Under the terms of a clear and concise presentation, Mathieu Chardon noted that the disadvantages of a liberal exercise were related to a necessary adaptation of mentalities, as well of the judicial officers as of the authorities and citizens. But once this adaptation is carried out, the advantages of a liberal professional on a liberal model are undeniable: effectiveness, reactivity, service, professionalism, creations of job, no cost for the State budget, etc.

Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ, treated the topic of the importance of the independence of the judicial officers for a better effectiveness of justice. Leo Netten evoked the famous Hornsby V. Greece case of the European Court of human rights of 1997. This fundamental case indeed established that the enforcement of the decisions



of court within a reasonable time is an integral part of the right to a fair trial devoted by article 6.1 of European Convention of the human rights. Then the 1st vice-president of the UIHJ presented Rec(2003) 17 of September 9, 2003 of the Committee of the Ministers of the Council of Europe to the Member States on enforcement. He indicated how much this recommendation was important and how much it matches the wishes that the UIHJ has been formulating for many years. *"The liberal judicial officer is impartial and independent and answers perfectly the criteria of Recommendation 17 since he is submitted to very strict ethical rules"*, he concluded. Then, Nicola Hesselén, permanent secretary of the UIHJ for the Scandinavian countries, described the situation of the civil servant judicial officers in Sweden, Norway and Finland. Mrs Hesselén insisted on the fact that the judicial officers in this zone are high level, well remunerated civil servants, assisted by a qualified staff, and having access to many files and registers allowing them to locate the assets of the debtors. However, the permanent secretary of the UIHJ declared, concerning the countries which have a liberal system, *"the execution is more effective, less expensive and much faster according to the calculations which are made"*.

### A Manual for the Profession

Vita Jonase, judicial officer in the district of Riga, indicated in his intervention on *"the development of the occupation of judicial officer in Latvia and his prospects"* that the National Council of the Latvian judicial officers currently worked to the development of a handbook concerning the functions of judicial officers in Latvia. This handbook would gather the whole of the documents concerning the profession. *"To make the profession more prestig-*



Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ – 1st Secretary of UIHJ



Gintaras Matkevicius, huissier de justice (Lituanie) – Judicial Officer (Lithuania)



Réunion au ministère de la justice de Lettonie – Meeting at the Ministry of Justice

ious we will set up a professional examination” he announced. He also mentioned the problem of the enforcement cases entrusted by the State and for which the judicial officers intervened actually without invoicing their expenses, so much the steps to obtain a refunding of those were constraining and disheartening. Mr. Jonase indicated that the access to the information was expensive, very long and complex. “This system should be simplified and we should have a free access to information, in particular by creating special register”, estimated our fellow-member.

Roger Dujardin, vice-president of the UIHJ, exposed the characteristics of the system of the judicial officers in Belgium. In this country, these liberal professionals have various monopolistic activities like the service of the legal documents and the enforcement of court decisions. They can also carry out other activities such as the debt collecting, statement of facts, auction sales, or be appointed as legal sequestrators. “While being professionals having a high standard of competences, training, ethics and offering a service of quality, we will ensure the future of the profession while being an essential element of the legal machine. It is clear that the independent judicial officer is a guaranty against corruption and is an element of the legal security and stability of any State of law” expertly concluded our fellow-member.

### Close Contact with UIHJ

Using a visual presentation, our colleague Elin Vilippus (Estonia) drew a dynamic picture of the situation of the 49 Estonian judicial officers. It comes out from her talk that the Estonian liberal judicial officers had a perfect command of the process of integration in the EU.

Gintaras Matkevicius, judicial officer in Vilnius (Lithuania), gave a very complete presentation of the situation of his profession in his country. The

judicial officers have exerted in a liberal form for now four years and this passage is a success. “By conforming to the principles enacted by the EU and while being permanently in close contact with the UIHJ, we had the opportunity to get acquainted with the international experience and to apply it when creating the national Lithuanian module of the bailiff – the independent professional – profession” explained Mr. Matkevicius.

To finish this review, Michal Redelbach, vice president of the national Chamber of the judicial officers of Poland, presented the situation of the judicial officers in his country, liberals since the law of August 27, 1997. The judicial officer must have followed a university degree and passed a professional examination. He exerts within the framework of a territory. Mr. Redelbach however indicated that criticisms are regularly addressed to the Polish judicial officers, concerning the cost of his services and an effectiveness which is considered as insufficient. “The effectiveness of execution mostly depends on the state of debtor’s properties as well as on the securing claims by the creditor. It is worth to say that creditors seldom use their right to secure claims before or during the litigation. Consequently the debtors may sell or hide their properties” deplored our fellow-member.

### A Harmonised Profession in Europe

The debates were completed by a discussion in the form of questions and answers. Asked on the possibility for Latvia of returning to a civil servant system, Kaspars Kerkis, State Secretary of State for justice, who followed with much attention all the debates, expressed his position in a very clear way: “We cannot go back. Nobody tries to reform a system which functions. The important thing is to solve the problems. From there our co-operation at the international level rises” he said.

President Isnard declared himself happy with the

issue of the conference and in the way the things were presented. “The UIHJ makes gigantic efforts to achieve a harmonised occupation of judicial officer in Europe. If it takes three seconds to say this, it will take forty years to do it. The idea to create a profession on the same scale was a particularly difficult operation. In 1990, the difficulties were enormous. When we were knocking on the door of the ministries, everyone was looking at us as if we were coming from Mars! Our principle is, since the liberal profession is created, to make sure that the States do not return to a civil servant system. We were very anxious. These two days fully reassured us. You could see approximately 10 countries. You could exchange, and listen. Now, you must work to make your profession better known in the eyes of the medias, the magistrates, the companies and the citizens” the president of the UIHJ concluded.

It was up to Andris Spore to close this very positive seminar, of which each one underlined the perfect organisation: “It is necessary for to train and to increase our qualification. We must cooperate with the UIHJ and also in a regional way with the other Baltic States. There will perhaps be a standardisation of the profession. My deepest gratitude goes to the speakers and the reporters who opened our eyes on the various activities. Long live the independent judicial officers!”

Rue de Riga – Old Riga

